

# Les rebelles hutus perdent leur chef au Congo

Colette Braeckman

Le Soir Blog, 2 octobre 2019

La mort du général Sylvestre Mudacumura, abattu par l'armée congolaise alors qu'il se trouvait en réunion avec son état major à proximité du parc des Virunga au nord de Goma représente un coup sérieux pour les rebelles hutus réfugiés au Congo depuis 1994. Cette attaque concrétise aussi le nouveau climat des relations entre Kinshasa et Kigali, présentées comme excellentes... Durant un quart de siècle en effet, les rebelles hutus arrivés au Congo au lendemain du génocide des Tutsis étaient quasi introuvables et leur nombre exact était sujet à caution : à certains moments Kigali assurait qu'ils n'étaient plus que 2 ou 3000 combattants, fortement affaiblis par les assauts militaires successifs et par la défection de leurs partisans rentrés au Rwanda. A d'autres époques, lorsqu'il s'agissait de justifier l'apparition d'un groupe paramilitaire chargé par le Rwanda de les traquer à l'intérieur du Congo, les effectifs des rebelles hutus, toujours supposés, pouvaient décupler.

La seule certitude, c'étaient leurs exactions contre les populations civiles, parfois commises en complicité avec l'armée gouvernementale, parfois perpétrées en représailles contre des groupes d'autodéfense congolais. Depuis le procès mené en Allemagne contre leur président Ignace Murwa-

nashyaka (décédé en avril dernier) nul n'ignorait plus que, sous leur nouvelle appellation, les FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) c'est-à-dire les réfugiés hutus présents au Congo en 1994 représentaient un mouvement puissant et bien organisé.

Au cours des derniers mois, assurés d'importants soutiens, entre autres financiers, au sein de la diaspora rwandaise, les FDLR étaient à nouveau considérés comme une menace sérieuse par le régime de Kigali. D'autant plus que le président Kagame accusait le général Kayumba, passé à la dissidence après avoir été l'un des fondateurs du FPR, d'avoir noué des contacts avec les anciens rebelles hutus et de mener des actions conjointes à l'intérieur du territoire rwandais, avec le soutien actif ou tacite de deux pays voisins, le Burundi et l'Ouganda... Bujumbura était accusé de laisser entrer au Rwanda, par la forêt de la Kibira, sur la frontière entre les deux pays, des groupes de combattants hutus qui seraient descendus d'Ouganda en passant par la rive congolaise du lac Kivu...

Lorsque le président congolais Félix Tshisekedi se rendit à Kigali à la veille de l'anniversaire du génocide, il ne se contenta pas d'évoquer les douloureux souvenirs du passé, il s'engagea aussi à tout mettre en œuvre pour

sécuriser son voisin et encourager une réelle coopération entre les militaires des deux pays afin d'enfin pacifier l'Est du Congo.

C'est ainsi que, dans la nuit du 17 au 18 septembre, le général Mudacumura, qui dirigeait une importante réunion politique dans la localité de Bwito, près de Rutshuru au Nord Kivu, fut attaqué par l'armée congolaise bien renseignée sur sa présence. Avec plusieurs de ses lieutenants, il fut tué sur place tandis que l'armée congolaise qui avait essayé une forte résistance enregistra également des pertes. Selon le porte parole des FARDC, l'attaque avait été menée par l'armée congolaise et non, comme on avait pu le lire sur les réseaux sociaux, par un nouveau

groupe de rebelles congolais appuyé par Kigali.

Depuis des années, Sylvestre Mudacumura et ses hommes vivaient aux abords du parc des Virunga, où, coupant les arbres, ils produisaient du charbon de bois vendu dans toute la région y compris au Rwanda, pratiquaient le braconnage et terrorisaient les paysans de la région. Poursuivi depuis 2013 par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, Mudacumura avait toujours échappé à la justice et Human Rights Watch regrette aujourd'hui que sa « liquidation » n'ait pas permis de faire la lumière sur ses crimes. Pas plus que sur les complicités dont il bénéficiait...